



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Brest, le vendredi 20 février 2026.

Dans le Finistère comme ailleurs, l'extrême droite et sa haine n'ont pas leur place

La mort violente de Quentin Deranque, survenue dans un contexte lyonnais fortement structuré par la présence de nombreux groupuscules d'extrême droite, marque un basculement majeur dans la sphère politique et médiatique. Le mot "antifascisme" ne cesse d'être galvaudé, sali, bien loin de sa définition réelle, de ce qu'il est, et de ses luttes quotidiennes.

Une indignation à géométrie variable

La réalité est indéniable, nous assistons depuis plusieurs années à une recrudescence de violences de groupes d'extrême droite pouvant aller jusqu'aux homicides comme ce fut le cas pour Clément Meric, Martin Aramburu, Angelas Rostas, Hichem Miraoui...

À Brest, dans un contexte où les agressions d'extrême droite se sont multipliées ces derniers mois, la préfecture s'indigne des actions antifascistes menées, tout en autorisant la marche de l'extrême droite samedi et obligeant la manifestation pour l'Ukraine, prévue ce jour-là, à se tenir ailleurs ou à un autre moment. En agissant ainsi, elle ouvre la porte à de potentielles tensions, se montre extrêmement complaisant envers l'extrême droite locale et contribue au lynchage médiatique de l'antifascisme. Quel est son objectif ?

L'édito du 17 février de M. Coudurier dans Le Télégramme s'inscrit dans cette même logique. Comment peut-il sérieusement affirmer que "l'extrême droite [a] coupé ses liens avec [les] groupuscules violents" ? En renvoyant dos à dos « les extrêmes », il oublie sciemment que les faits de violence liés à l'extrême droite sont ultra majoritaires et que les projets politiques portés sont diamétralement opposés. Cette inversion des valeurs, grossière et malhonnête, est aussi celle développée par Jordan Bardella. Cela ne vise qu'à criminaliser l'antifascisme afin de laisser le champ libre au développement des ambitions haineuses et mortifères de l'extrême droite.

À l'inverse, l'antifascisme que nous portons localement est vivant et porteur d'entraide et de justice sociale. Ainsi, organisé par l'AG antifa, le festival "Brest ouverte et Solidaire" s'est déroulé pendant plus d'un mois dans plusieurs endroits de la ville - dont la Maison du Peuple - sans heurts, dans une ambiance conviviale et joyeuse. Ses différents événements (podcasts, spectacles, tables rondes...) témoignent d'un véritable travail collectif d'éducation populaire. De même, dans le cadre du Festival Longueur d'ondes, ce sont 1 600 personnes qui ont assisté à une table ronde sur l'antifascisme à laquelle participait VISA29. L'antifascisme, n'en déplaise au préfet, c'est cela !

Le syndicalisme et l'antifascisme sont indispensables

Nous appelons la préfecture à faire preuve de retenue et de responsabilité afin de contribuer à l'apaisement et de garantir la sécurité de toutes et tous. L'agenda politique ne doit pas réécrire l'histoire. Face à l'extrême droite et aux discours fascisants, il est indispensable de créer du collectif et d'agir. Contrairement à l'extrême droite ce n'est pas la haine qui nous porte mais la lutte pour l'égalité et contre les discriminations. Nos modes d'action sont pluriels et populaires. Ancré-es dans nos lieux de travail, nous portons nos idées émancipatrices au plus près du réel.

L'antifascisme est nécessaire. Les camarades de l'UD CGT 56 qui ont récemment exclu une candidate RN aux municipales l'ont clairement affirmé : "Aucune complaisance. Aucune ambiguïté. Aucune tolérance envers l'extrême droite."

Le mouvement social doit faire front commun. C'est dans le rassemblement des forces progressistes que nous pourrons faire obstacle au danger que constitue l'extrême droite. Face à la bête immonde, nous ne nous résignerons jamais, et continuerons à revendiquer notre engagement antifasciste.

Aujourd'hui plus que jamais : Siamo tutti antifascisti !

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA) est une association intersyndicale composée de plus de 350 structures syndicales. Dans le Finistère, elle regroupe la CGT, la CNT, la FSU, l'union syndicale Solidaires et l'Union Pirate.